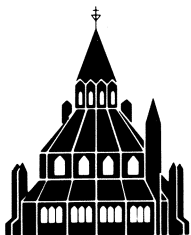


L'OTAN DANS LE NOUVEAU
CONTEXTE INTERNATIONAL

Michel Rossignol

DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SOCIALES
Mai 1989



Bibliothèque
du Parlement

Library of
Parliament

**Service de
recherche**

Le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, il assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les attachés de recherche peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH

RÉSUMÉ

Au moment où l'OTAN entre dans sa cinquième décennie, elle fait face au défi peut-être le plus important de son existence en raison de la montée des tensions politiques et économiques entre ses membres et des changements importants en cours dans le bloc soviétique. Au cours des ans, les membres de l'OTAN ont eu certaines divergences d'opinions, mais la présence en Europe de l'Est d'importantes forces soviétiques apparemment prêtes à envahir l'Europe de l'Ouest a favorisé le maintien d'un fort consensus au sein de l'Alliance. Cependant, au cours des années 80, les Européens de l'Ouest en sont venus à douter de l'engagement des États-Unis à l'égard de leur défense en raison de changements dans les politiques militaires américaines. De plus, la négociation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) a réduit l'arsenal nucléaire sur lequel compte l'OTAN pour dissuader une attaque soviétique et a ainsi accru l'importance de ses missiles nucléaires à courte portée. Le différend au sein de l'Alliance sur la nécessité de moderniser ces missiles illustre combien il est difficile pour les membres de l'OTAN de s'entendre sur les moyens de contrer la menace soviétique. Le processus est compliqué encore davantage par les initiatives du dirigeant soviétique M. Gorbatchev en matière de politique intérieure et extérieure. Les mesures soviétiques de contrôle des armements tendent à confirmer la perception de plus en plus forte chez beaucoup d'Européens de l'Ouest que l'Union soviétique ne représente plus une menace pour l'Ouest, particulièrement parce qu'elle cherche à assurer son développement économique. L'annonce du retrait de troupes soviétiques d'Europe de l'Ouest donne aussi à penser que l'Union soviétique abandonne une stratégie offensive au profit d'une stratégie défensive en Europe; elle met aussi en question ce qui a constitué le fondement de l'existence de l'OTAN pour les 40 dernières années, à savoir le besoin de masser des forces sur le front central pour dissuader toute attaque par les forces soviétiques. La capacité de l'OTAN de s'adapter au nouveau contexte militaire et à l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest déterminera si l'Alliance se renouvellera ou cessera d'exister.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	1
LE MALAISE DE L'ALLIANCE.....	2
A. Le relâchement du lien entre les États-Unis et l'Europe occidentale.....	2
B. Les répercussions du Traité INF.....	6
LA POSITION DE L'OTAN À L'ÈRE DE GORBATCHEV.....	8
A. L'Allemagne de l'Ouest et la modernisation des missiles nucléaires de courte portée.....	8
B. Les conséquences de la stratégie défensive soviétique.....	13
C. L'avenir des alliances.....	19
CONCLUSION.....	23
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	23



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

L'OTAN DANS LE NOUVEAU CONTEXTE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Depuis la création de l'OTAN en 1949, la cohésion de l'Alliance a été mise à rude épreuve par une longue succession de crises politiques causées par des frictions entre ses membres, des divergences sur la stratégie militaire et des appréciations changeantes de la menace qu'elle a mission de contrer. L'OTAN a survécu à ces turbulences et contribué au maintien de la paix en Europe pendant 40 ans, l'une des plus longues périodes sans conflit militaire que ce continent ait jamais connue. De fait, certains voient dans le traité de l'Alliance atlantique "l'un des pactes qui ont le mieux réussi dans toute l'histoire⁽¹⁾". Toutefois, au moment où elle aborde sa cinquième décennie, l'OTAN est peut-être confrontée au plus gros défi de son existence. Les tensions à l'intérieur de l'Alliance, la nette évolution de l'opinion publique et les transformations radicales qui s'opèrent en Union soviétique et en Europe de l'Est pourraient déclencher une crise de nature à désintégrer l'OTAN ou à l'obliger à repenser son rôle et ses structures. Nous examinons dans cette étude de quelle manière les changements politiques et militaires intervenus au cours des 10 dernières années ont influencé les postulats fondamentaux de la stratégie militaire de l'OTAN, ainsi que l'attitude actuelle de l'Alliance vis-à-vis des mutations qui se produisent dans le bloc soviétique et les conséquences qui pourraient en résulter pour l'avenir de l'Organisation.

(1) Henry Kissinger et Cyrus Vance, "Bipartisan Objectives for American Foreign Policy", Foreign Affairs, vol. 66, n° 5, été 1988, p. 907.

LE MALAISE DE L'ALLIANCE

A. Le relâchement du lien entre les États-Unis et l'Europe occidentale

Depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est toujours la capacité des États-Unis d'infliger des représailles nucléaires massives qui a protégé l'Occident contre une éventuelle agression. Avant que l'URSS ne se dote de son propre arsenal nucléaire, la principale menace qui confrontait le monde occidental était celle d'une attaque conventionnelle massive de l'Union soviétique vers le coeur de l'Europe de l'Ouest. Cependant, même dans les années 70, après que l'Union soviétique eut rattrapé les États-Unis quant au nombre des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) équipés d'ogives nucléaires, le point focal de la confrontation Est-Ouest demeurait le front central européen, de part et d'autre duquel se faisaient face les armées de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. En 1949, les pays de l'Europe de l'Ouest se sont joints au Canada et aux États-Unis pour former l'OTAN afin de contrer la menace que posaient les forces soviétiques massées le long du front central. L'Union soviétique et ses alliés d'Europe de l'Est ont signé le Pacte de Varsovie en 1955, lorsque la République fédérale d'Allemagne s'est jointe à l'OTAN et a intégré ses troupes aux forces de l'Alliance sur le front central. La meilleure garantie de sécurité de l'OTAN était son pouvoir de dissuader l'Union soviétique de lancer une offensive sur le front central, tandis que du côté soviétique, le meilleur moyen de prévenir une agression de l'OTAN était la capacité d'attaquer massivement l'Europe de l'Ouest. Telle est fondamentalement la situation encore aujourd'hui.

Une autre constante est la dépendance des pays d'Europe de l'Ouest membres de l'OTAN à l'égard du parapluie nucléaire américain. Ne pouvant ou ne voulant pas aligner contre les forces du Pacte de Varsovie un nombre égal de troupes, de chars et d'avions de combat, l'OTAN s'en est remise à l'arsenal nucléaire pour renforcer la capacité dissuasive de ses moyens conventionnels. Aujourd'hui, les forces nucléaires stratégiques des États-Unis, principalement stationnées sur le continent américain, ainsi que les armes nucléaires tactiques ou antiforces déployées en Europe

occidentale, mais contrôlées par les États-Unis, constituent les principaux éléments de la stratégie de riposte graduée de l'OTAN. Celle-ci prévoit que l'OTAN opposerait ses forces conventionnelles à toute offensive soviétique sur le front central jusqu'à ce que l'attaque soit enrayée. Si ses défenses étaient percées, l'Alliance entamerait l'escalade, en commençant par les armes nucléaires tactiques et en allant éventuellement, en cas de poursuite de l'invasion, jusqu'à des représailles sur le territoire soviétique au moyen d'armes nucléaires stratégiques telles que les ICBM. En bref, le front central de l'OTAN constitue le détonateur qui, en l'espace de quelques jours ou même de quelques heures après une offensive soviétique, pourrait déclencher une confrontation nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique. La présence de troupes américaines sur le front central garantit la participation des États-Unis à la défense de l'Europe de l'Ouest dès l'instant où les forces soviétiques attaqueraient ce front. De la même façon, une fois que l'OTAN serait engagée dans l'escalade nucléaire, les États-Unis seraient totalement entraînés dans un processus qui pourrait les amener à lancer leurs missiles nucléaires stratégiques contre l'URSS, au risque de représailles soviétiques. La détermination des États-Unis à risquer la destruction des villes américaines pour garantir la sécurité de l'Europe occidentale conditionne dans une large mesure la crédibilité de la menace du recours aux armes nucléaires par l'OTAN pour enrayer une offensive soviétique.

En raison de l'importance des armes nucléaires pour la sécurité des habitants de l'Europe de l'Ouest, ceux-ci sont sensibles à tout ce qui pourrait amoindrir la valeur dissuasive de ces armes ou la détermination des Américains à les employer en cas de besoin. Il y a eu, certes, des frictions entre les membres nord-américains et européens de l'Alliance au cours des premières décennies de l'OTAN, mais tous acceptaient les postulats fondamentaux de sa stratégie. Vers la fin des années 70, lorsque l'équilibre des forces nucléaires en Europe a paru perturbé par le déploiement de missiles nucléaires SS-20 en Europe de l'Est par l'Union soviétique, l'OTAN a réagi en installant elle-même des forces nucléaires de portée intermédiaire (INF), composées de Pershing II et de missiles de croisière.

En dépit de l'opposition virulente d'une partie de leur opinion publique et de tensions internes, les pays d'Europe de l'Ouest ont accepté le déploiement des INF par les États-Unis, confirmant ainsi non seulement l'importance des armes nucléaires pour leur défense, mais également leur dépendance vis-à-vis de Washington.

Cependant, les événements survenus au cours des années 80 ont suscité de nouveaux doutes quant à la détermination américaine à défendre l'Europe de l'Ouest. Le 23 mars 1983, le président Ronald Reagan a annoncé l'Initiative de défense stratégique (IDS), aussi connue sous le nom de "guerre des étoiles", afin d'examiner la possibilité de doter les États-Unis d'une protection efficace contre les ICBM. La controverse a aussitôt fait rage, les partisans de ce programme affirmant notamment que la défense stratégique rendrait les armes nucléaires "impuissantes et désuètes", tandis que ses détracteurs doutaient que l'entreprise soit réalisable et nécessaire. Par ailleurs, cette déclaration semblait signaler également un changement de cap de la stratégie américaine, au détriment de l'offensive et en faveur de la défensive. Au lieu de dissuader l'adversaire potentiel grâce à leurs forces nucléaires stratégiques, les États-Unis souhaitaient adopter une attitude défensive en mettant à l'abri leurs villes et, particulièrement, leurs missiles à longue portée basés sur le continent américain. Ainsi, c'est la capacité de défense des États-Unis, plutôt que leur capacité de représailles, qui dissuaderait un éventuel agresseur. Le secrétaire américain à la Défense a fait valoir que "la défense stratégique représente un changement de stratégie, un moyen de renforcer la dissuasion, une façon beaucoup plus sûre de préserver la paix⁽²⁾". Ce nouvel accent mis sur la défense du continent américain répondait également aux doutes croissants émis aux États-Unis concernant l'efficacité de la seule doctrine offensive pour garantir la sécurité nationale, à un moment où l'Union soviétique avait atteint la parité nucléaire et où le coût du maintien de bases outre-mer, notamment en Europe occidentale, était perçu comme un lourd fardeau pour une économie à bout de souffle.

(2) Caspar Weinberger, "U.S. Defense Strategy", Foreign Affairs, vol. 64, n° 4, printemps 1986, p. 679.

Bien que le déploiement d'un système de missiles anti-missiles balistiques (ABM) par suite de l'IDS ait été loin d'être certain, le fait que les États-Unis raisonnent de cette manière n'a pas laissé d'inquiéter les membres européens de l'OTAN. Le fait de privilégier la défense du continent américain signifiait implicitement à leurs yeux que la sécurité de l'Europe de l'Ouest devenait moins essentielle à celle des États-Unis:

L'IDS a fait que, pour la première fois, la "question européenne" est passée au second plan dans la conception américaine de la sécurité territoriale(3).

Si les États-Unis possédaient un système ABM efficace qui les mette à l'abri des missiles soviétiques, ils pourraient assister sans intervenir à une offensive en Europe, se sachant protégés quoi qu'il advienne. La crédibilité de la stratégie de riposte graduée de l'OTAN en pâtirait car la certitude serait moindre que les États-Unis, dès lors hors d'atteinte, riposteraient à l'invasion de pays situés à des centaines de kilomètres de leurs côtes. Il serait certes difficile pour les États-Unis d'ignorer complètement une offensive sur l'Europe de l'Ouest, du fait que des troupes américaines y sont stationnées. Mais comme, par ailleurs, on réclame de plus en plus aux États-Unis le retrait des troupes américaines d'Europe, du fait de leur coût et de la capacité apparente de l'Europe occidentale de contribuer davantage à sa propre défense, la possibilité existe que cette pièce du détonateur disparaisse un jour. Même si les troupes américaines restaient en Europe, les États-Unis et l'Union soviétique pourraient, si l'un ou l'autre ou même les deux étaient protégés par un système ABM efficace, se contenter de livrer une guerre conventionnelle en Europe, qui laisserait indemne leur propre territoire, mais sèmerait la ruine en Europe occidentale(4). En bref, l'annonce de l'Initiative de défense stratégique a menacé les fondements sur lesquels la sécurité de l'Europe occidentale reposait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

(3) Louis Deschamps, The SDI and European Security Interests, Atlantic Paper n° 62, Londres, Croom Helm, 1987, p. 50.

(4) Philip Williams, "West European Security After Reykjavik", Washington Quarterly, vol. 10, n° 2, printemps 1987, p. 37. Voir également Jonathan Dean, Europe in the Shadow of the Star Wars, Empty Promise, The Growing Case Against Star Wars, John Tirman (éd.), Boston, Beacon Press, 1986, p. 163.

et a jeté les pays de cette région dans la perplexité. Intervenant après des frictions entre le gouvernement Reagan et les membres européens de l'Alliance sur des sujets tels que le gazoduc acheminant du gaz naturel soviétique en Europe de l'Ouest et les turbulences politiques qui ont accompagné le déploiement des missiles INF, l'annonce de l'IDS ne pouvait qu'accroître le malaise au sein de l'OTAN.

B. Les répercussions du Traité INF

En attendant le déploiement par les États-Unis d'un système ABM dans le cadre de l'Initiative de défense stratégique, qui ne devait se produire que dans de nombreuses années ou même pas du tout, les dirigeants européens pouvaient au moins tirer consolation du fait que les armes nucléaires stratégiques et tactiques américaines continueraient à garantir la sécurité du continent pendant encore longtemps. C'est pourquoi ils sont tombés des nues lorsque, au sommet de Reykjavik d'octobre 1986, le président Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev en sont venus à un doigt de décider le retrait total d'Europe des armes nucléaires stratégiques et ont convenu de supprimer les missiles INF. Alors que l'opinion mondiale saluait cet accord et la tentative d'éliminer toutes les armes nucléaires, les dirigeants européens ont fait entendre un son discordant, se disant choqués et consternés par ce qui s'était passé au sommet de Reykjavik. En fait, leur réaction était compréhensible, étant donné que l'Europe de l'Ouest dépend des armes nucléaires pour sa sécurité. La suppression de toutes les armes nucléaires stratégiques aurait réduit à néant la menace de représailles nucléaires massives qui est la pierre angulaire de toute la stratégie de riposte graduée de l'OTAN, tandis que le Traité INF, en réduisant le nombre des armes nucléaires tactiques, réduisait la capacité initiale d'escalade nucléaire de l'Alliance et, partant, sa valeur dissuasive. Le fait que le président américain avait entamé des négociations avec le dirigeant soviétique sur des questions touchant directement la sécurité des Européens de l'Ouest, sans les consulter, a encore accentué leur consternation. Les relations entre les États-Unis et ses alliés de l'OTAN étaient déjà tendues par suite de la réaction négative de l'Europe au raid américain sur la Libye en avril 1986. Les Européens y

voyaient une réaction excessive au problème du terrorisme, attitude qui a provoqué la colère de l'opinion publique et du gouvernement américains. L'empressement apparent du président américain à laisser tomber, sans consultation préalable, des éléments fondamentaux de la garantie de sécurité de l'Europe de l'Ouest menaçait d'accentuer encore le désaccord au sein de l'OTAN, bien que l'attitude de Reagan à Reykjavik ait été façonnée autant, sinon davantage, par l'IDS et d'autres considérations que par la situation au sein de l'OTAN. Quoi qu'il en soit, cet épisode a augmenté, à tout le moins, les spéculations concernant un éventuel "découplage" de l'Europe et des États-Unis en matière de sécurité.

La réduction du nombre d'armes nucléaires tactiques mise en marche par le Traité INF et l'incertitude croissante quant à la valeur de la dissuasion nucléaire américaine pour la sécurité de l'Europe, à la lumière de l'IDS et de Reykjavik, a renforcé l'importance des forces conventionnelles et des armes nucléaires tactiques restantes⁽⁵⁾. Pour compenser la dénucléarisation, les moyens conventionnels de l'OTAN devraient être considérablement renforcés en raison du net avantage, du moins sur le plan des effectifs, des forces conventionnelles du Pacte de Varsovie. Cependant, les pays d'Europe de l'Ouest ont toujours été très réticents à accroître considérablement leurs forces conventionnelles, car les armes nucléaires sont plus dissuasives tout en étant moins coûteuses humainement et financièrement. Le fait de s'en remettre à un armement nucléaire relativement bon marché a permis aux Européens de financer d'autres besoins et de se doter notamment d'une couverture sociale très étendue, tendance fortement critiquée par certains à Washington⁽⁶⁾. Une partie de l'opinion publique américaine pense également que les États-Unis supportent la plus grande part du fardeau financier de la défense de l'Europe de l'Ouest, qui se servirait des crédits qu'elle devrait consacrer

(5) Keith Payne et Colin Gray, "Nuclear Policy and the Defensive Transition", Foreign Affairs, vol. 62, n° 4, printemps 1984, p. 832; John Morrocco, "Allies Weigh New Deployments to Offset Proposed INF Cuts", Aviation Week and Space Technology, vol. 126, n° 20, 18 mai 1987, p. 18.

(6) Voir par exemple Melvyn Krauss, How NATO Weakens the West, New York, Simon and Shuster, 1986, p. 24-26; et Irving Kristol, "NATO: Do We Still Need It? The Case Against", Freedom at Issue, n° 95, mars-avril 1987, p. 5-6.

à la défense pour subventionner ses industries concurrentes des entreprises américaines. Toutefois, l'Europe de l'Ouest s'est toujours trouvée confrontée au dilemme suivant: si elle augmentait ses dépenses militaires conventionnelles, elle satisferait à la revendication américaine d'un partage mieux équilibré des coûts de l'OTAN, mais elle encouragerait par là même les États-Unis à "découpler" sa dissuasion stratégique de la défense de l'Europe⁽⁷⁾. L'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité européenne devenant de plus en plus douteux à la suite du sommet de Reykjavik, les pays d'Europe de l'Ouest ne voulaient pas accélérer le processus de "découplage" en accroissant radicalement leurs moyens de défense conventionnelle. Par ailleurs, il était difficile aux gouvernements de ces pays de justifier aux yeux de leur électorat les fortes augmentations des budgets de défense qui auraient été nécessaires à cette fin, en raison de l'euphorie déclenchée par les progrès en matière de contrôle des armements réalisés au sommet de Reykjavik et de l'amélioration des relations entre les deux superpuissances. En bref, un accroissement substantiel des forces conventionnelles ne constitue pas pour l'Europe occidentale une option attrayante.

LA POSITION DE L'OTAN À L'ÈRE DE GORBACHEV

A. L'Allemagne de l'Ouest et la modernisation des missiles nucléaires de courte portée

Les membres de l'OTAN ont néanmoins convenu d'accroître leurs dépenses aux fins de la mise au point et de l'acquisition d'armes conventionnelles, lors de la réunion de mai 1987 du comité de planification de la défense de l'Alliance. D'autres mesures témoignent également du désir croissant des Européens de l'Ouest de renforcer le pilier européen de l'OTAN et même d'élaborer une stratégie de défense proprement européenne. Le premier volet de cet engagement, qui pouvait prendre la forme, par exemple, d'une augmentation modérée des forces conventionnelles, était un moyen de répondre aux critiques américains qui reprochaient à l'Europe occidentale de ne pas assumer sa juste part de la défense de l'OTAN; le

(7) Jeffrey Record et Davis Rivkin, Jr., "Defending Post-INF Europe", Foreign Affairs, vol. 66, n° 4, printemps 1988, p. 736.

deuxième volet préparait l'Europe de l'Ouest pour le jour où les États-Unis cesseraient de garantir sa sécurité. La France et la République fédérale d'Allemagne ont décidé de mettre sur pied une brigade mixte et de tenir des manoeuvres conjointes en dehors du cadre de l'OTAN afin de montrer que l'Europe de l'Ouest veut effectivement prendre davantage en main sa propre défense⁽⁸⁾. La coopération militaire entre pays d'Europe de l'Ouest n'est plus automatiquement synonyme de collaboration militaire au sein de l'Alliance. Toutefois, malgré leur nouvel enthousiasme pour la coopération militaire, les Européens de l'Ouest sont peu disposés à égaler les importantes forces conventionnelles alignées par le Pacte de Varsovie, s'ils n'en sont pas incapables. Leur sécurité continue de ce fait à dépendre des moyens nucléaires de l'Alliance. Sachant que le Traité INF signé en décembre 1987 prévoit le démantèlement des missiles de portée intermédiaire, les forces nucléaires de courte portée restantes revêtent aujourd'hui une grande importance pour les membres européens de l'OTAN.

Avant le sommet de Reykjavik, la stratégie de riposte graduée de l'OTAN prévoyait une escalade nucléaire progressive une fois qu'il apparaîtrait clairement que les forces conventionnelles seraient impuissantes à enrayer une offensive soviétique, c'est-à-dire l'emploi successif d'armes de courte portée, d'armes de portée intermédiaire puis d'armes stratégiques. L'intention annoncée par le président Reagan et le dirigeant soviétique Gorbatchev de supprimer les missiles INF a non seulement consterné les dirigeants européens et les chefs militaires de l'OTAN, mais il les a aussi incités à chercher le moyen de compenser cette perte⁽⁹⁾. Parmi les solutions envisagées figurent l'installation de missiles de croisière sur des navires au large de l'Europe et sur des bombardiers B-52. Cependant, il aurait été difficile de justifier aux yeux de l'opinion publique occidentale le déploiement d'armes nouvelles en

(8) Voir par exemple David Wood, "Europe Set to Go Its Own Way on Defence", Gazette (Montréal), 25 avril 1987, p. B4; "Europe's Braver Colours", The Economist, vol. 304, n° 7506, 11 juillet 1987, p. 11-12; Jocelyn Coulon, "L'Europe se cherche une voie", Le Devoir (Montréal), 17 juillet 1987, p. 1; "Français et Britanniques vont accroître leur coopération militaire", Le Devoir (Montréal), 1^{er} mars 1989, p. 7.

(9) Voir Morocco (1987), p. 18.

remplacement de missiles INF envoyés à la casse en vertu d'un accord salué comme un progrès décisif en matière de contrôle des armements et comme une étape majeure de la réduction des tensions Est-Ouest. Les dirigeants de l'OTAN ont donc renoncé à l'idée d'une compensation directe pour se concentrer plutôt sur la modernisation des forces nucléaires de courte portée décidée par le groupe de planification nucléaire de l'Alliance lors de sa réunion de Montebello en 1983. La modernisation exige la mise au point de nouveaux obus nucléaires, de nouveaux missiles d'une portée d'environ 300 kilomètres devant remplacer les Lance actuellement déployés en Allemagne de l'Ouest, et d'un nouveau missile d'une portée de quelque 400 kilomètres pouvant être tiré à partir d'avions tactiques. Dans le contexte actuel, cette modernisation permettrait à l'OTAN d'accroître la valeur dissuasive des armes nucléaires tactiques ou antiforces qui lui restent.

Les dirigeants politiques des pays de l'OTAN, toutefois, n'ont pu s'entendre pour procéder à la modernisation des armes nucléaires de courte portée. Bien que les membres de l'Alliance aient accepté les recommandations du groupe de planification nucléaire, le gouvernement ouest-allemand s'est montré de plus en plus réticent; ainsi, le chancelier Helmut Kohl a demandé à l'OTAN de remettre la décision jusqu'en 1991 ou 1992, tout en réaffirmant l'importance des armes nucléaires de courte portée pour la sécurité de l'Alliance⁽¹⁰⁾. Des dissensions sont apparues entre, d'une part, les États-Unis et le Royaume-Uni, qui préconisent une décision rapide sur la modernisation et, d'autre part, la RFA, où la modernisation et les questions de sécurité en général sont devenues l'objet d'une vive controverse. Le relâchement des tensions Est-Ouest et les perspectives prometteuses de contrôle des armements et de désarmement depuis le sommet de Reykjavik ont fortement frappé l'esprit des Allemands de l'Ouest, qui seraient les premiers à pâtir d'une guerre éclatant sur le front central. Rendus optimistes par la promesse d'une coexistence pacifique avec le bloc soviétique par suite des ouvertures vers l'Ouest de

(10) Voir "Kohl Won't Decide Yet on New Arms System", Financial Post, 10 février 1989, p. 7; "Kohl s'oppose à l'élimination des missiles à courte portée", La Presse (Montréal), 14 février 1989, p. B4; "Relance du débat sur la modernisation des armes nucléaires tactiques de l'OTAN", Le Devoir (Montréal), 16 février 1989, p. 5.

M. Gorbatchev, et las de voir leur territoire être sur le pied de guerre et servir de théâtre à de vastes manoeuvres militaires, avec tous les risques d'accidents qui les accompagnent, un grand nombre d'Allemands se montrent exaspérés par la lenteur apparente de l'OTAN à rompre le bras de fer de la confrontation Est-Ouest et de plus en plus réticents à tolérer les risques et les sacrifices que comportent les politiques militaires de l'Alliance. Un nombre croissant d'Allemands de l'Ouest, tant de gauche que de droite, s'opposent au déploiement de nouvelles armes conventionnelles et aux activités d'entraînement, telles que les vols à basse altitude, nécessaires pour maintenir la compétence des forces de l'OTAN, et ce, quelles qu'en soient les conséquences sur la capacité de dissuasion de l'Alliance⁽¹¹⁾. Les Allemands de l'Ouest acceptent également de plus en plus mal la présence d'un grand nombre d'armes nucléaires dans leur pays. Leurs doutes sur la nécessité de moderniser les armes nucléaires tactiques traduisent non seulement leur espoir de plus en plus vif que le nouveau contexte international garantisse une paix durable, mais aussi le fait qu'ils sont de moins en moins résignés à l'idée qu'eux-mêmes et leur pays seraient inévitablement anéantis si ces armes devaient jamais être utilisées.

Au lendemain du déploiement des missiles INF au début des années 1980, un sondage d'opinion publique réalisé dans les pays de l'OTAN avait détecté "une forte préférence pour les mesures de contrôle des armements, par opposition au renforcement de la défense⁽¹²⁾". Le sommet de Reykjavik et la signature du Traité INF en décembre 1987 n'ont pu que renforcer cette préférence, particulièrement chez les Allemands de l'Ouest, qui sont fatigués d'être constamment soumis au danger de la guerre et qui espèrent toujours qu'une amélioration des relations Est-Ouest permettra un jour la réunification des deux Allemagnes. Dans l'immédiat, le débat qui se déroule en RFA sur la modernisation des armes nucléaires à courte portée

(11) Voir par exemple Keith Mordoff, "NATO Fighter Training Flights in Germany Halted Until Jan. 2", Aviation Week and Space Technology, 19 décembre 1988, p. 31; Keith Mordoff, "USAFE Study Likely to Recommend Against Cutting Low-Level Flights", Aviation Week and Space Technology, 2 janvier 1989, p. 95-96.

(12) Gregory Flynn et Hans Rattinger, "The Public and Atlantic Defense", The Public and Atlantic Defense, Gregory Flynn et Hans Rattinger (éd.), Londres, Rowman and Allanheld, 1985, p. 373.

de l'OTAN place le gouvernement du chancelier Kohl dans une situation délicate, à l'approche des élections générales prévues en 1990. La coalition de centre droit composée de l'Union démocratique chrétienne (CDU), de son alliée bavaroise, l'Union sociale chrétienne (CSU), et du Parti démocratique indépendant (FDP) est confrontée à un avenir incertain, étant donné la baisse régulière de sa popularité que révèlent les sondages et ses défaites aux élections dans les Länder, même dans ceux qui lui étaient acquis par le passé. Les problèmes économiques et sociaux contribuent eux aussi à l'impopularité du gouvernement, mais c'est la question de la défense qui risque de lui être fatale, d'autant plus qu'elle a déjà engendré la discorde au sein de la coalition au pouvoir.

Les prises de position du ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, du FDP, qui préconise qu'on reporte la décision sur la modernisation et qu'on fasse davantage confiance à l'Union soviétique, ont été critiquées par ses collègues de la CDU et de la CSU, ainsi que par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Entre temps, les partis d'opposition tels que les Sociaux-Démocrates (SPD) et les Verts font campagne contre la modernisation et réclament le retrait de toutes les armes nucléaires de l'Europe. Le SPD n'a accepté la participation de la RFA à l'OTAN que vers 1960 et la question a continué à diviser le parti tout au long des années 70 et au début des années 80. De fait, certains éléments de la société ouest-allemande ont toujours éprouvé quelque malaise à l'égard de la présence allemande au sein de l'OTAN et réclamé une politique plus neutre à l'égard des superpuissances⁽¹³⁾. Il ressort d'un sondage d'opinion récent qu'un nombre croissant de citoyens ordinaires, particulièrement chez les jeunes, se joignent aux rangs de ceux qui réclament une politique plus souple à l'égard de l'Union soviétique et qui contestent la nécessité de nouvelles mesures militaires telles que la modernisation⁽¹⁴⁾. Conscient des divisions à ce sujet au sein de la coalition

(13) Voir M. von Donat, "Neutralism in Germany", Government and Opposition, vol. 21, n° 4, automne 1986.

(14) Voir par exemple l'évolution de l'opinion publique au cours de la décennie signalée par Robin Knight dans "A New German Nationalism in the Age of Gorbachev", U.S. News and World Report, vol. 106, n° 3, 23 janvier 1989, p. 27.

gouvernementale et de l'opinion publique ouest-allemande, le chancelier Kohl a retardé la décision sur la modernisation afin d'éviter une nouvelle tourmente politique comme celle qui a accompagné le déploiement des missiles INF au début des années 80. Les pertes subies par la CDU le 29 janvier 1989 aux élections de Berlin-Ouest, où les Verts et le SPD ont formé un gouvernement de coalition, ne peuvent qu'inciter le gouvernement Kohl à redoubler de prudence⁽¹⁵⁾.

B. Les conséquences de la stratégie défensive soviétique

La chute de popularité de la coalition gouvernementale et l'éventualité que le SPD remporte suffisamment de sièges aux prochaines élections nationales pour former un gouvernement de coalition, ou même un gouvernement majoritaire, suscitent inévitablement quelque inquiétude au sein de l'OTAN. Au moment du déploiement des INF au début des années 80, le gouvernement SPD a survécu à une tempête de protestations, sans parler de divisions internes, pour mettre en oeuvre les politiques de l'OTAN. Celle-ci pouvait alors compter que si le gouvernement SPD perdait les élections, il serait remplacé par un gouvernement CDU dont l'engagement envers l'OTAN était encore plus fort⁽¹⁶⁾. Aujourd'hui, par contre, le gouvernement dirigé par la CDU risque d'être battu aux prochaines élections et remplacé par un gouvernement SPD majoritaire ou de coalition, porté au pouvoir sur un programme qui non seulement rejette la modernisation des armes nucléaires tactiques, mais préconise aussi que les armes nucléaires de l'Alliance soient retirées de tout le territoire européen. Même si la CDU reste au pouvoir, le gouvernement aura affaire à une opinion publique davantage portée à faire confiance à l'Union soviétique et, partant, moins susceptible de se laisser convaincre d'appuyer les politiques de l'OTAN. La situation de l'Alliance est encore compliquée par le fait qu'une partie peut-être croissante du public doute de l'utilité de son existence. Dans une large mesure, les marches de protestation du début des années 80

(15) Voir "The Berlin Effect", The Economist, vol. 310, n° 7592, 4 mars 1989, p. 43.

(16) Ibid.

visaient le déploiement par l'OTAN de missiles INF, plutôt que l'Alliance elle-même. Un grand nombre d'Allemands et d'autres Européens de l'Ouest désapprouvaient ce projet de l'Alliance, mais sans contester pour autant son existence⁽¹⁷⁾. Dans la situation actuelle, où nombre de citoyens craignent moins la menace soviétique, l'utilité de l'Alliance atlantique risque d'être de plus en plus contestée.

En effet, l'OTAN a été créée au départ parce que l'on jugeait que l'Union soviétique avait une attitude belliqueuse à l'égard de l'Europe occidentale et qu'elle avait massé en Europe de l'Est d'importantes forces conventionnelles, capables de percer le front central à n'importe quel moment. Au fil des ans, les ouvertures diplomatiques et l'intensification des échanges commerciaux ont réduit l'animosité entre l'Europe de l'Ouest et l'Union soviétique, et les mutations apportées par Mikhaïl Gorbatchev aux politiques sociales, économiques et étrangères soviétiques ont accéléré le processus. Il ressort même de certains sondages d'opinion que près de 60 p. 100 des Allemands de l'Ouest estiment aujourd'hui que leur pays n'est pas menacé militairement par l'Union soviétique⁽¹⁸⁾. Cette attitude des Allemands inquiète particulièrement les responsables de l'OTAN puisque le gros des forces de l'Alliance est stationné en République fédérale et que leur valeur dissuasive serait grandement atteinte si leur présence devenait inacceptable à ceux-là mêmes qu'elles sont censées protéger. Les autres Européens de l'Ouest sont aussi d'avis que l'Union soviétique est devenue moins belliqueuse et attend de l'Alliance atlantique qu'elle se mette au diapason et adopte une attitude plus conciliante. Ainsi que les Soviétiques n'ont certainement pas manqué de s'en rendre compte, rien ne pourrait renforcer davantage cette opinion en Europe de l'Ouest qu'une réduction des forces conventionnelles soviétiques alignées

(17) Flynn et Rattinger (1985), p. 375. Leur conclusion est fondée sur des sondages d'opinion réalisés dans divers pays de l'OTAN et examinés dans les autres chapitres du livre.

(18) Knight (1989), p. 27. Un nombre croissant de Canadiens sont du même avis. Un sondage Gallup publié le 16 mars 1989 indique que 49 p. 100 des Canadiens considèrent que l'Union soviétique cherche à accroître sa sphère d'influence dans le monde, comparativement à 87 p. 100 en 1980.

sur le front central. Il s'est produit plusieurs périodes de détente Est-Ouest par le passé, mais les sceptiques occidentaux pouvaient toujours soutenir que la menace soviétique n'avait pas vraiment diminué en invoquant les importants effectifs du Pacte de Varsovie qui, en dépit de l'amélioration du climat diplomatique, pouvaient toujours fondre sur l'Europe occidentale. Toutefois, des réductions des effectifs et des armements stationnés en Europe de l'Est, ainsi que la promesse de coupures encore plus importantes, rendraient cette argument plus difficile à soutenir. Lorsque M. Gorbatchev a annoncé le 7 décembre 1988 à l'Assemblée générale des Nations Unies une réduction des forces soviétiques en Europe de l'Est, il espérait sans nul doute qu'on y verrait une preuve tangible que l'Union soviétique a opté pour une attitude nettement moins belliqueuse.

Dans son discours, M. Gorbatchev a annoncé que 5 000 chars et 50 000 hommes actuellement stationnés en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Hongrie seraient ramenés en Union soviétique et que 6 des 15 divisions blindées de la région seraient dissoutes. Il a aussi annoncé le retrait d'Europe de l'Est d'un nombre non spécifié d'unités offensives spécialisées dans le franchissement des rivières, qui auraient été le fer de lance de toute offensive sur l'Europe de l'Ouest. Dans la pratique, cela revenait à signaler que l'Union soviétique passait d'une stratégie offensive à une attitude défensive en Europe. Le dirigeant soviétique a en outre annoncé qu'en plus de mettre hors service 8 500 pièces d'artillerie et 800 avions de combat, l'URSS allait réduire le nombre de soldats et de chars dans la partie occidentale de son territoire au cours des deux années suivantes. Par suite de ces coupures et de celles opérées en Europe de l'Est, les effectifs militaires de l'URSS seront amputés de 500 000 hommes et son arsenal réduit de 10 000 chars.

On admet généralement que l'une des raisons de cette initiative est la volonté du gouvernement soviétique d'alléger le fardeau des dépenses militaires, qui freine le développement de son économie. Les objectifs de la perestroïka de Gorbatchev sont de renforcer l'économie, d'accroître la production de biens de consommation et de combler le retard technologique par rapport à l'Occident. La réduction des dépenses militaires libérera des ressources importantes qui sont nécessaires à la

réalisation de ces buts. Une autre raison que l'on avance à cette réduction des effectifs est le changement démographique intervenu en Union soviétique. Par ailleurs, la fiabilité politique douteuse des soldats de certaines nationalités de l'Union soviétique peut aussi inciter Moscou à se contenter d'une armée réduite⁽¹⁹⁾. Ces réductions servent également à préserver l'avantage que l'URSS a acquis dans sa lutte de propagande avec l'Ouest en matière de paix et de désarmement. L'Union soviétique peut brandir la diminution globale de 10 p. 100 de ses effectifs et l'amputation de son arsenal comme preuve tangible de sa volonté sincère de promouvoir la paix internationale et le désarmement. Le retrait d'une partie des forces soviétiques d'Europe de l'Est renforce l'opinion d'un grand nombre d'Européens de l'Ouest selon laquelle la menace soviétique s'amenuise, suscitant ainsi au sein de l'Alliance un débat qui retarde la modernisation des armements. Il en résulte un amoindrissement de la menace posée par les forces occidentales à la sécurité soviétique sur le front central. Cette situation facilite le passage de l'Union soviétique à une attitude militaire défensive qui comporte pour elle des avantages tant stratégiques qu'économiques.

En fait, l'Union soviétique et ses alliés du Pacte de Varsovie avaient commencé à souligner la nature défensive de leur nouvelle doctrine militaire de nombreux mois avant l'annonce de décembre 1988. M. Gorbatchev a lancé le processus en avril 1986 dans un discours au congrès du Parti communiste est-allemand, où il a proposé des réductions des forces terrestres et aériennes et reconnu que le problème de la sécurité européenne se pose à l'échelle de tout le continent, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, et non seulement dans la région du front central. Le Pacte de Varsovie a mené l'idée plus loin, notamment à la réunion de mai 1987 de son comité politique consultatif, qui a proposé d'autres coupures et reconnu la nécessité de réductions asymétriques en raison de l'importante disparité des effectifs du Pacte de Varsovie et de l'OTAN en Europe. Le comité a aussi émis une déclaration qui insistait sur la nature défensive de la doctrine militaire du Pacte et sur la nécessité de ramener

(19) Jeff Trimble, "Building a Military Machine", U.S. News and World Report, vol. 106, n° 10, 13 mars 1989, p. 34.

les forces conventionnelles en Europe "à un niveau tel qu'aucune partie, en assurant sa défense, n'ait les moyens de lancer une attaque surprise ou de monter une offensive générale⁽²⁰⁾". Les sceptiques occidentaux pourraient dire qu'il ne s'agissait là que de vaines paroles en soulignant que l'Union soviétique a toujours prétendu mener une politique défensive, même lorsque ses forces sur le front central étaient prêtes à passer à l'offensive. Toutefois, le retrait d'Europe de l'Est de certaines forces d'attaque et d'autres troupes et matériels tend à confirmer qu'un renversement fondamental de la doctrine militaire a eu lieu. Au lieu d'une stratégie offensive reposant sur la présence de forces importantes en Europe de l'Est, prêtes à franchir la ligne entre l'Est et l'Ouest, l'Union soviétique adopte une stratégie défensive qui lui permettrait de conserver ses forces terrestres et aériennes à l'intérieur de ses frontières. Si l'effet de surprise est un élément important d'une doctrine offensive, il compte peu dans une stratégie défensive, ce qui permet à l'Union soviétique de moins dissimuler ses installations militaires et d'accepter plus facilement les vérifications indiscrètes⁽²¹⁾. Son empressement à accepter que des observateurs étrangers viennent inspecter ses installations militaires pour vérifier sur place le respect des divers accords de contrôle des armements et de désarmement ne peut que lui faire gagner encore davantage la faveur de l'opinion publique occidentale.

Ainsi, pour l'Union soviétique, le passage d'une doctrine offensive à une stratégie défensive en Europe présente des avantages sur le plan des relations publiques aussi bien que du point de vue économique. Chaque amélioration de l'attitude occidentale envers l'Union soviétique réduit la menace d'une attaque de l'Ouest et permet de diminuer les effectifs en Europe de l'Est. À leur tour, les coupures allègent le fardeau financier de l'Union soviétique, car elle peut retirer ses divisions d'Europe de l'Est et même les dissoudre entièrement. Les ressources financières ainsi libérées peuvent être employées pour l'achat des biens de consommation et des équipements dont l'URSS a besoin pour revitaliser son

(20) Cité dans Michael McGuire, "A Mutual Security Regime for Europe?", International Affairs, vol. 64, n° 3, été 1988, p. 371.

(21) Ibid., p. 369, 373.

industrie. Les perspectives d'intensification des échanges commerciaux avec l'Union soviétique, s'ajoutant aux réformes politiques et économiques qui s'y déroulent, lui vaudront sans doute d'être considérée avec une bienveillance croissante en Occident. Les dirigeants soviétiques ont intérêt à ce que la détente se poursuive en Europe, afin de pouvoir mener à bien les réformes politiques et économiques qu'ils ont engagées et d'apaiser les craintes de ceux qui, en URSS, doutent de la sagesse de ce renversement de la doctrine militaire. La bienveillance de l'Occident permettrait également à l'Union soviétique de surmonter les incertitudes résultant des mutations profondes en cours dans les pays d'Europe de l'Est.

Le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est modifie également les relations de l'Union soviétique avec ses satellites. Les réductions de troupes annoncées jusqu'à présent ne diminuent guère la capacité de l'Union soviétique d'intervenir militairement pour secourir un régime communiste en difficulté dans l'un de ces pays, mais il n'en serait plus de même si elles se poursuivaient. Cependant, l'URSS est bien plus dissuadée des interventions militaires par les conséquences désastreuses qui en résulteraient sur le plan des relations publiques que par le manque de troupes⁽²²⁾. Dans le contexte actuel, un retour de l'Union soviétique aux méthodes employées en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 réduirait pratiquement à néant les succès enregistrés par ses dirigeants sur le plan de la détente internationale et de la tolérance des réformes à l'intérieur, deux conditions essentielles de la revitalisation de l'économie soviétique. D'ailleurs, une Union soviétique réformatrice qui maintiendrait sa poigne d'acier sur ses satellites européens serait beaucoup moins bien vue à l'Ouest que si elle laissait les Européens de l'Est poursuivre plus ou moins librement leur destinée. On ne sait pas au juste, cependant, dans quelle mesure l'Union soviétique est prête à laisser la bride sur le cou à ses satellites⁽²³⁾. Mikhaïl Gorbatchev a fait des déclarations qui semblent répudier la doctrine Brejnev, formulée en 1968 lorsque Brejnev a réaffirmé la domination soviétique sur l'Europe de l'Est

(22) Charles Gati, "Eastern Europe on Its Own", Foreign Affairs. America and the World 1988/89, vol. 68, n° 1, 1989, p. 102.

(23) Ibid.

et justifié l'intervention dans les affaires des pays satellites. L'Occident a exigé le rejet explicite de cette doctrine, ce que Gorbatchev n'a pas encore fait.

L'Union soviétique n'est peut-être pas encore prête à assumer tous les risques que comporterait la fin de sa tutelle sur l'Europe de l'Est. Cependant, si les négociations de Vienne sur les forces conventionnelles en Europe entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie débouchent sur de nouvelles réductions de troupes à l'Ouest et à l'Est, l'Europe de l'Est deviendra moins importante pour la sécurité de l'Union soviétique, qui pourrait alors relâcher son emprise sur les pays du bloc de l'Est. Une stratégie défensive, reposant sur des forces suffisantes à l'intérieur de ses frontières, amoindrirait considérablement l'importance militaire de l'Europe de l'Est pour la sécurité de l'URSS. Les États situés entre elle-même et l'Allemagne de l'Ouest resteraient une zone tampon et, de toute façon, si les négociations de Vienne débouchaient sur une diminution considérable des forces conventionnelles en Europe, le risque d'une attaque contre l'Union soviétique sur sa frontière ouest ne se poserait plus guère. D'ailleurs, les pays européens, tant de l'Est que de l'Ouest, seraient trop préoccupés par le développement de leurs échanges commerciaux et n'auraient guère intérêt à se coaliser contre l'Union soviétique. Cependant, le jeu politique en Europe de l'Est a toujours été complexe, et rien ne garantit que le processus enclenché par la diminution de l'emprise soviétique sur la région se déroulera de façon idéale pour tout le monde. Néanmoins, l'Europe occidentale, tout comme l'URSS, a beaucoup à gagner à ce que l'Europe de l'Est opère par des moyens pacifiques le passage de la subordination actuelle à une situation où les pays de la région seraient plus ou moins libres, et il est fort probable que des efforts seront faits de part et d'autre pour apaiser les tensions.

C. L'avenir des alliances

L'adoption par l'Union soviétique d'une stratégie défensive en Europe et le relâchement de ses liens avec ses satellites mettent en question l'avenir du Pacte de Varsovie. L'Union soviétique avait déjà

conclu des traités bilatéraux d'amitié et d'entraide avec chacun des pays du bloc lorsqu'elle décida de signer une entente multilatérale, le Traité d'amitié, de coopération et d'aide réciproque de Varsovie, par réaction à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN en 1954. Or, le contexte a sensiblement évolué depuis. La rivalité Est-Ouest s'est considérablement atténuée et l'adoption par l'Union soviétique d'une stratégie défensive lui a fait non seulement retirer une partie de ses troupes des pays de l'Est, mais aussi transformer ses relations politiques avec eux. L'Europe de l'Est comptant moins pour la sécurité soviétique, l'URSS peut être tentée de prendre ses distances par rapport à une alliance encombrante, à un moment où les États-Unis sont susceptibles de s'engager dans la même voie. Comme exemple de cette tendance aux États-Unis, on peut citer le rapport présenté à l'administration Reagan en janvier 1988, intitulé Discriminate Deterrence (La dissuasion sélective), rédigé par la Commission on Integrated Long Term Strategy (Commission sur la stratégie intégrée à long terme), composée d'anciens responsables gouvernementaux et de spécialistes des questions militaires tels que Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Le rapport recommandait que la stratégie américaine mette davantage l'accent sur d'éventuels conflits dans le Tiers monde et moins sur la situation en Europe de l'Ouest⁽²⁴⁾. Si les tensions entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest continuent à s'amplifier en raison du coût du maintien des troupes américaines en Europe et d'une rivalité commerciale de plus en plus aiguë, les États-Unis pourraient vouloir, comme l'Union soviétique, prendre leurs distances par rapport à des alliés encombrants.

Cela ne se fera pas du jour au lendemain et le découplage entre les superpuissances et leurs alliés respectifs n'ira peut-être pas jusqu'à l'abandon complet des alliances; il existe néanmoins des indices de cette distanciation. Lorsque l'Europe était au coeur non seulement de la confrontation Est-Ouest mais également de la politique internationale, l'alliance avec les pays européens était cruciale pour les deux

(24) Voir Phil Williams, "West European Security and American Troop Withdrawals", The Political Quarterly, vol. 59, n° 3, juillet-septembre 1988, p. 327; et Michael Klacz, "De dispendieux scénarios non nucléaires", Le Monde diplomatique. La Paix des grands, l'espoir des pauvres, manière de voir 4, février 1989, p. 44-46.

superpuissances même si elle réduisait parfois leur liberté de manoeuvre lorsque des tensions dans d'autres régions du monde menaçaient les intérêts américains ou soviétiques. La doctrine militaire offensive de l'Union soviétique en Europe constituait pour elle une gêne supplémentaire car elle limitait ses options. Si un conflit éclatait entre des troupes américaines et soviétiques ailleurs qu'en Europe, par exemple dans le golfe Persique, l'Union soviétique pouvait réagir par une offensive sur le front central de l'OTAN, avec tous les risques d'escalade que cela supposait. À l'inverse, elle pouvait aussi essayer de maintenir le conflit à un niveau local, tout en conservant la plupart de ses forces en Europe de l'Est pour se défendre d'une éventuelle attaque de l'OTAN. Dans les deux cas, la doctrine offensive n'était pas très efficace; dans le premier, elle risquait de déclencher une guerre généralisée et, dans le deuxième, elle ne répondait pas à sa véritable vocation en se contentant de défendre une ligne. Étant donné ces limitations, ainsi que le coût du maintien de troupes nombreuses en Europe de l'Est, le gouvernement soviétique a apparemment décidé au cours des années 80 qu'il était temps de mettre au rancart la stratégie offensive au profit d'une doctrine défensive⁽²⁵⁾. Cette dernière présente l'avantage additionnel de réduire l'importance de l'Europe de l'Est pour la sécurité soviétique et d'accroître la marge de manoeuvre de l'URSS en cas de conflit dans d'autres régions du monde. Ainsi qu'on l'a vu, elle contribue également à amoindrir les tensions en Europe. Aussi, au fur et à mesure que l'importance militaire de leurs alliances européennes respectives s'amenuise, les États-Unis et l'Union soviétique auront tendance à traiter l'Europe comme n'importe quelle autre région du monde.

Il est difficile de prédire comment l'OTAN et le Pacte de Varsovie vont évoluer dans une telle situation. Le relâchement des tensions Est-Ouest et la perspective de réductions de troupes en Europe, ainsi que l'adoption par l'Union soviétique d'une stratégie défensive, entament le fondement militaire de l'existence des deux alliances. Leur fondement politique a été quelque peu négligé au fil des ans pendant que tous les efforts étaient concentrés sur la sécurité. Il en résulte que l'OTAN va peut-être devoir se chercher une nouvelle raison d'être

(25) Voir MccGuire (1988), p. 363-374.

maintenant que l'Union soviétique est apparemment moins belliqueuse et que sa capacité offensive sur le front central diminue. Les membres nord-américains et européens de l'OTAN ont certes noué entre eux des liens d'amitié et des relations commerciales qui subsisteront quoi qu'il advienne de l'Alliance. La question est de savoir s'ils peuvent continuer à collaborer au sein de l'Alliance sur la base d'intérêts politiques mutuels plutôt que, principalement, de considérations de sécurité. Lorsque la menace militaire était évidente, les alliés pouvaient mettre de côté leurs divergences et s'atteler à la tâche. Le fait que la menace militaire planait sur l'Europe elle-même constituait une incitation supplémentaire pour les Européens de l'Ouest à s'entendre avec leurs alliés d'Amérique du Nord. Toutefois, la situation politique qui se dessine actuellement annule la menace militaire sur l'Europe sans mettre nécessairement fin à la rivalité des superpuissances. Lorsque, au début des années 80, les États-Unis ont demandé aux membres de l'OTAN de participer à des mesures visant à assurer la sécurité du golfe Persique, les tensions sont montées au sein de l'Alliance car le conflit ne la mettait pas directement en jeu. Les difficultés qui ont surgi par le passé au sein de l'Alliance, lorsqu'elle était confrontée à des conflits ailleurs qu'en Europe, obligent à se demander comment l'OTAN pourrait réagir à une telle crise si la menace militaire directe sur l'Europe disparaissait plus ou moins. À l'inverse, si les membres de l'OTAN n'avaient plus à s'inquiéter d'une attaque soviétique sur l'Europe, ils seraient peut-être moins réticents à collaborer avec les États-Unis en cas de menace globale ou de conflit régional. Le degré de coopération au sein de l'Alliance sera également influencé par la manière dont l'opinion publique occidentale percevra le risque de confrontation entre les superpuissances. Pendant que l'Union soviétique sera occupée à revitaliser son économie, le risque de guerre s'éloignera sans doute, mais des conflits régionaux ailleurs dans le monde pourraient toujours aviver les tensions internationales.

CONCLUSION

Tandis que l'on continue de débattre de la question de savoir si la guerre froide a pris fin ou non, les événements récents intervenus dans les relations Est-Ouest signifient réellement que l'on sort enfin du bras de fer engagé en Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après la défaite de l'Allemagne nazie, le retour à la situation d'avant-guerre a été empêché par la montée des tensions Est-Ouest et par la nécessité de conserver sur place d'importantes forces militaires. Des alliances se sont formées pour coordonner la stratégie militaire et renforcer la valeur dissuasive des forces massées le long du front central. On constate aujourd'hui l'amorce d'une tendance qui fait que les superpuissances, États-Unis et Union soviétique, prennent leurs distances par rapport à leurs alliés. Les États-Unis accordent plus d'attention à la situation globale au lieu de se concentrer sur la sécurité de l'Europe. L'Union soviétique travaille à réduire les tensions en Europe et adopte une stratégie défensive qui lui permet de garder ses forces à l'intérieur de ses frontières; comme les États-Unis, elle s'intéresse davantage à la situation globale. Du fait de l'amélioration de la sécurité en Europe et de l'évolution du fondement de la coopération militaire entre les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, la raison d'être des deux alliances se trouve mise en question. La manière dont les membres de l'OTAN sauront s'adapter au changement radical de la situation en Europe déterminera si l'Alliance va disparaître ou si elle va renaître sous une forme nouvelle.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Assemblée de l'Atlantique Nord. L'Otan dans les années 1990: rapport spécial. Bruxelles, Assemblée de l'Atlantique Nord, 1988.

Betts, Richard. "NATO's Mid-life Crisis". Foreign Affairs, vol. 68, n° 2, printemps 1989, p. 37-52.

Deschamps, Louis. The SDI and European Security Interests. Atlantic Paper No. 62. Londres, Croom Helm, 1987. 64 p.

- Dunn, Keith. "NATO's Enduring Value". Foreign Policy, n° 71, été 1988, p. 156-175.
- Flynn, Gregory et Hans Rattinger (éd.). The Public and Atlantic Defense. Londres, Rowman and Allanheld, 1985. 398 p.
- Freedman, Lawrence. "Managing Alliances". Foreign Policy, n° 71, été 1988, p. 65-85.
- Gati, Charles. "Eastern Europe on Its Own". Foreign Affairs. America and the World 1988/89, vol. 68, n° 1, 1989, p. 99-119.
- Gergen, David. "NATO in Disarray? This Time, Reality". U.S. News and World Report, vol. 106, n° 3, 23 janvier 1989, p. 24-26.
- Guillerez, Bernard. "Des fissures dans l'alliance atlantique". Défense nationale, vol. 44, juin 1988, p. 155-160.
- Holloway, David. "Gorbachev's New Thinking". Foreign Affairs. America and the World, 1988-89, vol. 68, n° 1, 1989, p. 66-81.
- Kissinger, Henry et Cyrus Vance. "Bipartisan Objectives for American Foreign Policy". Foreign Affairs, vol. 66, n° 5, été 1988, p. 907.
- Klace, Michael. "De dispendieux scénarios non nucléaires". Le Monde diplomatique. La Paix des grands, l'espoir des pauvres. Manière de voir 4, février 1989, p. 44-46.
- Knight, Robin. "A New German Nationalism in the Age of Gorbachev". U.S. News and World Report, vol. 106, n° 3, 23 janvier 1989, p. 26-27.
- Krauss, Melvyn. How NATO Weakens the West. New York, Simon and Shuster, 1986. 271 p.
- Kristol, Irving. "NATO: Do We Still Need It? The Case Against". Freedom at Issue, n° 95, mars-avril 1987, p. 5-6.
- Legvold, Robert. "The Revolution in Soviet Foreign Policy". Foreign Affairs. America and the World, 1988/89, vol. 68, n° 1, 1989, p. 82-98.
- MccGuire, Michael. "A Mutual Security Regime for Europe?". International Affairs, vol. 64, n° 3, été 1988, p. 361-379.
- Palmer, John. "The Alliance in Crisis?". The Political Quarterly, vol. 59, n° 3, juillet-septembre 1988, p. 311-320.
- Payne, Keith et Colin Gray. "Nuclear Policy and the Defensive Transition". Foreign Affairs, vol. 62, n° 4, printemps 1984, p. 820-842.

- Record, Jeffrey et David Rivkin, Jr. "Defending Post-INF Europe". Foreign Affairs, vol. 66, n° 4, printemps 1988, p. 735-754.
- Trewhitt, Henry. "A Different Call to Arms". U.S. News and World Report, vol. 106, n° 10, 13 mars 1989, p. 18-26.
- Trimble, Jeff. "Building a Military Machine". U.S. News and World Report, vol. 106, n° 10, 13 mars 1989, p. 34-37.
- Williams, Philip. "West European Security After Reykjavik". Washington Quarterly, vol. 10, n° 2, printemps 1987, p. 37-47.
- Zucconi, Mario. "A Crisis of Confidence". Bulletin of the Atomic Scientists, vol. 45, n° 1, janvier/février 1989, p. 34-37.